

*Petite entreprise*

● (2142)

Pendant des années j'ai entendu la même histoire avec quelques variantes tout au plus. Un entrepreneur canadien trouve une bonne idée, forme une compagnie et réussit sur une petite échelle. Il a besoin d'argent pour prendre de l'expansion, s'adresse à des banques, à des organismes gouvernementaux, à des sociétés d'investissement, va frapper à la moitié des portes du Centre Toronto-Dominion sans rien obtenir; il se heurte à une incompréhension totale ou, au mieux, à un intérêt mitigé suivi quelques semaines plus tard d'une brève lettre de refus laconique.

Dans cet article, M. Jerch donne des précisions sur la quarantaine de compagnies qu'il représente et qui cherchent sans succès des capitaux spéculatifs pour pouvoir prendre de l'expansion.

J'aimerais féliciter le ministre d'État chargé de la petite entreprise (M. Abbott) et le gouvernement de l'excellent travail qu'ils accomplissent en vue de développer l'économie. Malheureusement, ce n'est pas l'économie canadienne qu'ils développent, mais plutôt celle des États-Unis. Avec beaucoup de brio ils parviennent à chasser du pays nos entreprises et notre argent et ce sont des milliards de dollars que nous perdons ainsi.

J'ai fait quelques recherches à l'égard des capitaux canadiens qui ont été investis dans neuf États américains. Cela donne au total 6 milliards et demi de dollars depuis 1976. N'aurait-il pas été merveilleux de conserver cet argent au Canada comme capitaux d'investissement? Nous aurions pu vraiment développer notre économie. Je somme le gouvernement, et peut-être le ministre d'État chargé de la petite entreprise d'en discuter avec le ministre des Finances (M. Chrétien) afin d'établir combien nous avons perdu d'argent au profit des 41 autres États. Si nous avons subi une perte de 6.5 milliards de dollars au profit de 9 États, que nous reste-t-il? Les entreprises ne restent pas chez nous. Les hommes d'affaires n'ont pas confiance dans le gouvernement actuel et perdent confiance dans leur pays. Ils se réfugient aux États-Unis avec des milliards de dollars et de nombreux projets.

J'ai analysé cette fuite de capitaux et d'entreprises par secteurs géographiques. La Floride sera bientôt aux mains des Canadiens. On évalue à plus 2 milliards et demi de dollars les capitaux investis en Floride par des Canadiens. Mais si la Floride attire une grosse partie des capitaux canadiens, la Californie se classe au deuxième rang. Jusqu'ici plus de 1 milliard et demi de dollars canadiens se sont retrouvés en Californie. Le Texas et l'État de New York forment la troisième région où les Canadiens investissent le plus, et le montant de leurs investissements s'élève à 1.3 milliard de dollars. On a investi 500 millions de dollars au Colorado. Puis 400 millions au New Jersey, 400 millions en Caroline du Nord et 300 millions en Georgie et dans l'Illinois. J'ai omis une région qui devrait être nommée. Quelque 30 p. 100 des tours d'habitation de Seattle, dans l'État de Washington, appartiennent à des Canadiens. Le Canadien Pacifique a investi 150 millions de dollars à New York récemment.

Le *Citizen* d'Ottawa a fait une excellente étude l'an dernier sur le nombre d'entreprises qui quittent l'Ontario. Cet article précisait que 140 entreprises canadiennes de fabrication avaient déménagé dans l'État de New York et qu'elles avaient emporté 28.6 millions de dollars avec elles.

Le chef de l'Union nationale, Rodrigue Biron, a signalé dernièrement que quatre milliards de dollars sont sortis de la province de Québec. Vous pouvez voir à quel point la situation

[M. McKenzie.]

est grave, monsieur l'Orateur. Tant que cette situation ne sera pas corrigée, nous pouvons dire tout ce que nous voulons sur les jolis projets que nous prévoyons pour aider l'entreprise canadienne, mais où viendront les fonds? Comme je viens de le signaler, dans neuf États seulement, depuis 1976, 6 milliards et demi de dollars sont sortis du Canada pour être investis là-bas.

La firme Peter Henry Jerch and Associates a également préparé un document relatif au nombre d'entreprises qu'elle représente. Cette maison représente 42 entreprises canadiennes, et 30 p. 100 d'entre elles envisagent présentement de s'étendre ou de déménager aux États-Unis. Permettez-moi de vous dire pour quelles raisons elles s'en vont. Même si les faits connus relativement aux petits investissements privés aux États-Unis font du Canada l'investisseur étranger le plus actif, ces faits seraient considérablement minimisés selon M. Jerch. La grande majorité des investissements ou des achats ne sont jamais déclarés officiellement, principalement parce que l'homme d'affaires prospère ordinaire a du talent pour faire fonctionner une entreprise mais qu'il fuit généralement la publicité ou qu'il craint d'être lésé en quelque façon s'il fait connaître ses transactions prématurément.

C'est l'un des problèmes auxquels nous devons faire face quand ces investisseurs ou ces entreprises décident de s'en aller. Ils ne font pas d'annonce dans les journaux. J'espère que le gouvernement essaie de tenir le compte du nombre d'entreprises qui s'en vont, de même que du montant de l'investissement qu'elles amènent avec elles, afin que nous puissions évaluer la gravité du problème. C'est une question qui a été assez souvent soulevée à la Chambre. Le premier ministre (M. Trudeau), le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) et le ministre des Finances ont été interrogés maintes fois à ce sujet mais leurs réactions ont toujours été négatives. Nous n'avons aucune réaction de leur part et personne n'a même eu l'idée de s'entretenir avec ces gens dans l'espoir de garder ces investissements au Canada.

En outre, M. Jerch ajoute que ces chefs d'entreprises ont essayé de faire part de leurs expériences, et n'ont trouvé qu'indifférence, de la part des hommes politiques comme des fonctionnaires. L'homme d'entreprise expérimenté en vient donc à la conclusion qu'il doit s'en tenir au domaine qu'il connaît le mieux. Bien entendu, il se préoccupe beaucoup des réactions du gouvernement qui tend de plus en plus à imposer des réglementations sur les échanges, par exemple, comme en Italie, plutôt que d'adopter une approche plus intelligente qui consisterait à rendre plus attrayant l'investissement au Canada.

M. Jerch fait remarquer dans ce document que sur 42 petites ou moyennes entreprises de service et de fabrication, 12 seulement cherchaient à investir au Canada. Quinze d'entre elles environ auraient opté pour un investissement au Canada comme deuxième choix, ce qui laisse à penser que la raison leur dicte d'aller ailleurs, mais que malgré leurs récriminations, ils demeurent optimistes. Cependant sur les 42 entreprises, 30 cherchent activement à investir aux États-Unis ou ont déjà pris des décisions pour faire des acquisitions ou des investissements là-bas.

Il m'a également communiqué un document concernant un groupe d'entreprises du Manitoba pour lequel il travaillait. Il y en avait 49 au total qui prévoyaient toutes de quitter le Canada. La totalité des investissements qu'elles placeraient